



Déclaration de la FSU au Comité Technique Académique du 27 mars 2020

Nous vivons une période sans précédent mais la crise sanitaire actuelle montre aux citoyen.ne.s l'intérêt majeur des services publics qui ont en charge la mise en œuvre de l'intérêt général.

Pour qu'un État fasse front en temps de crise, il faut des services publics en ordre de marche, des services publics en état de fonctionnement, préparés, ayant les moyens de leurs ambitions. Or, depuis de nombreuses années, les politiques néo-libérales, validées par les gouvernements successifs, ont vidé ces potentiels. Ils n'ont fait que démanteler progressivement l'ensemble des services publics. Les moyens récupérés ne sont aujourd'hui qu'au service de quelques-uns, entreprises du CAC 40 et autres actionnaires, assoiffés de profits. Il aura fallu un virus pour mettre à jour les conséquences de leur avidité. Finalement les emplois utiles subitement portés aux nues ne sont pas ceux des « premiers de cordée ».

A l'Éducation nationale, les personnels s'engagent et déploient beaucoup d'énergie pour assurer un lien avec les élèves et les familles, essentiel notamment pour les plus fragiles. Ils et elles organisent la continuité de service et tentent de maintenir, autant que faire se peut, une activité scolaire en dépit des difficultés matérielles (organisation personnelle compliquée, outils informatiques, serveurs et connexions saturés).

La communication aux familles doit rester modeste et correspondre à la réalité. Parler de continuité pédagogique, c'est donner l'illusion aux familles et aux élèves d'une classe à domicile, qui fonctionnerait quasiment aussi bien qu'en présentiel, alors que nous savons qu'il n'en est rien. Le contact avec une partie de nos élèves peut parfois être perdu, d'autres peinent à travailler seul·es, des parents ne parviennent pas ou plus à aider leurs enfants. Les conditions de confinement d'une famille à une autre sont extrêmement variables (taille du logement, nombre de personnes confinées, qualité de la connexion Internet, nombre d'ordinateurs et/ou tablettes, etc) Les activités des un-es et des autres sont également extrêmement différentes : les parents doivent télé-travailler, s'occuper des enfants et gérer le quotidien. D'importantes inégalités sociales sévissent dans les territoires, où les élèves les plus éloignés des codes scolaires, notamment ceux de la voie professionnelle, les élèves les plus touchés par la fracture numérique, sont les plus impactés par la situation.

Selon l'âge des élèves, les objectifs pédagogiques seront différents : pour la FSU,

- dans le premier degré, il s'agit de maintenir un rythme de vie et des activités scolaires qui permettent de maintenir un lien avec l'école. En aucun cas il ne peut s'agir d'aborder des nouveaux points du programme donc des notions nouvelles. Pour la FSU, les propos sur la continuité pédagogique avec poursuite des apprentissages et progression des élèves est d'un point de vue éducatif irresponsable.

Malgré l'urgence sanitaire, les directeur.trices et les chefs d'établissements continuent de recevoir des attestations de déplacement dérogatoires pour que collègues et parents puissent se déplacer dans les écoles échanger des documents, du matériel. Pour la FSU, c'est sanitaire irresponsable.

- dans le second degré, il s'agit d'entretenir les acquis et, pour les niveaux à examen, de « limiter la casse ». Mais quoi qu'il en soit des acquisitions nouvelles sont difficiles à mettre en place sans pédagogue présent-e.

La situation de crise actuelle génère de l'angoisse chez toutes et tous, qu'il faut urgemment dissiper en prenant en compte toutes ces réalités sans faire culpabiliser les uns et les autres. La FSU rappelle la nécessité de concilier continuité du service public, protection des agent.es et respect de leurs droits : les activités nécessitant la présence physique des agent-es dans les services doivent être réduites au strict nécessaire et impérativement assorties du matériel, avec les protections adéquates. Les personnels volontaires répondent à la nécessité d'accueillir les enfants des personnels soignants

et médico-sociaux qui ne disposeraient d'aucune solution de garde, mais ils doivent bénéficier des protections nécessaires (masques, etc.) et ne peuvent passer leur temps à recevoir des injonctions contradictoires. Certain.es IEN laissent la responsabilité de l'organisation de cet accueil aux seul.es directeur.trices. Il aura fallu plus de 10 jours pour que les collèg.es concerné.es reçoivent « quelques conseils et mesures d'hygiène », bien difficiles à mettre en œuvre notamment pour les enfants les plus jeunes !

Pour la FSU, il est aussi urgent que des consignes claires soient données lorsque des personnels qui participent au dispositif d'accueil des enfants de personnels soignants mais aussi des parents sont reconnus positifs au COVID-19 afin de protéger les élèves, les adultes encadrant et leurs proches.

« L'épidémie de Covid-19 à laquelle nous faisons face en ce moment remet au rang des priorités l'hygiène, rendue plus nécessaire en temps de crise. La FSU attire l'attention sur les conditions sanitaires pré-existantes dans les établissements scolaires, écoles, collèges et lycées, qui le plus souvent ne répondent absolument pas aux exigences les plus élémentaires : il serait en effet nécessaire de supprimer les essuie-mains en tissus, favorisant la propagation des germes et virus, au profit de distributeurs de papiers plus adéquats. La FSU demande au Ministère, aux rectorats et aux directions des services départementaux de l'Education nationale (DSDEN) de faire le nécessaire le plus vite possible afin que les élèves puissent se laver et s'essuyer les mains de manière satisfaisante dès la réouverture des établissements.

Nous attirons l'attention sur la charge de travail énorme qu'entraîne la continuité pédagogique pour tous les enseignants. Néanmoins nous constatons aussi avec appréhension que de nombreux collèg.es se sont tournés vers des outils plus rapides et efficaces, mais qui ne respectent pas le RGPD, parfois des chefs d'établissement, de bonne foi encouragent ce recours. La FSU alerte également sur l'explosion de l'offre des officines privées payantes . (ex : Schoolmouv annonce un million d'inscrits et cinq fois plus de connexions depuis la fermeture des écoles). Nous vous demandons de rappeler les bonnes pratiques et les risques à ne pas faire usage exclusif des outils mis à notre disposition par nos administrations. Même une autorisation écrite des parents ne protège pas des risques de captation de données personnelles d'élèves ou de personnels. L'urgence de la situation sanitaire ne doit pas non plus être un prétexte à tout déréglementer, et déresponsabiliser. Encore une fois, nous insistons sur la bonne volonté et le savoir faire de nos collèg.es et nous l'expérimentons au quotidien. Concernant le suivi individuel des élèves, certaines demandes commencent à surgir ici ou là, d'appeler au téléphone les familles ou les élèves. Nous rappelons que les enseignants sont confinés, comme quasi toute la population, et qu'ils n'ont pas à utiliser leur argent pour rendre service à leur employeur qui a l'habitude d'être plutôt avare en matière d'équipement. Nous utilisons toutes et tous nos connexions privées et notre matériel personnel pour pallier l'indigence de l'Éducation nationale, certains font des photocopies sur leurs propres deniers pour des publics très défavorisés. L'utilisation de nos téléphones personnels doit rester exceptionnelle seulement dans le cas où c'est le seul lien existant avec les familles.

Des clarifications sont nécessaires sur la manière dont la fin d'année est envisagée et dont la préparation de rentrée s'organise dans le primaire comme dans le secondaire. La FSU demande également que le calendrier de déroulement de la scolarité à l'école primaire soit différé après la période de confinement. Des directeurs-directrices se sentent contraint-es de déroger aux consignes sanitaires de confinement pour répondre aux modalités et au calendrier définis.

Déjà des chefs d'établissement envoient des messages aux enseignants pour qu'ils poursuivent l'évaluation. Comment faire une évaluation fiable à distance et que faire avec les élèves qui ne se

connectent pas. Personne ne peut connaître l'évolution exacte de la situation, mais échanger pour aboutir nous semble nécessaire : question des examens et concours, report des opérations de carte scolaire, définition de priorités, plan d'urgence pour répondre à la fracture scolaire, sécurisation de la situation et de la santé des personnels ... permettant un échange serein de l'ensemble de la communauté éducative.

Aujourd'hui plus que jamais est démontrée l'importance de la présence des professionnels de santé au sein des établissements scolaires : comment gérer l'après crise sanitaire quand on parle de seconde, voir troisième vague ? Combien d'établissements n'ont toujours pas une présence quotidienne de l'infirmier (ère) ? Beaucoup trop ! Les infirmiers (ères) de l'Éducation Nationale seront en « première ligne » pour réorganiser et sécuriser le retour des élèves, répondre aux questions des familles, de tous les personnels ; Le SNICS FSU demande des créations de postes et des conditions de travail sécurisées pour ceux et celles qui assurent, chaque jour, avec compétences et professionnalisme l'accueil et la prise en charge de tous les enfants scolarisés.

Aujourd'hui est démontrée également l'importance des personnels administratifs qui doivent exercer des permanences en établissement (pas toujours protégés pour recevoir les familles qui viennent chercher tablettes et photocopies), personnels administratifs qui doivent assurer le paiement des bourses aux familles, des factures aux fournisseurs et des salaires des personnels sans pouvoir avoir recours au télétravail, donc en présentiel sans protections particulières et souvent sans que les locaux ne soient entretenus.

Concernant la préparation de la rentrée, il est impossible de faire comme si de rien n'était. Les autorités académiques et départementales continuent de vouloir tenir des instances comme si tout allait bientôt rentrer dans l'ordre, alors que le confinement du plus grand nombre est la priorité ! C'est ce principe premier qui, aujourd'hui, procède de l'intérêt général ! La crise est sanitaire et non scolaire ! Quant aux 26 suppressions dans le 1^{er} degré + les 141 dans le 2nd degré soit 167 suppressions de postes à l'ordre du jour la FSU demande un moratoire immédiat. En effet vous poursuivez, à travers de la préparation de la rentrée 2020, cette politique d'asphyxie des services publics dont pourtant tout le monde voit actuellement les effets délétères comme ci la période que nous vivons et dont nous ne connaissons pas l'issue, n'était qu'une simple parenthèse. L'addition est douloureuse pour l'académie de Dijon dans le second degré : le ministère avait en effet annoncé dans un premier temps près de 111 suppressions de postes pour la rentrée prochaine (104 suppressions et 7 transformations de postes en heures supplémentaires), L'académie de Dijon devrait à elle seule rendre plus d'un quart des postes supprimés dans tout le pays !

. Ainsi c'est cette politique d'austérité, poursuivie dans notre ministère et dans tous les services publics, et en particulier à l'hôpital, qui met particulièrement en danger les salariés et les citoyens de ce pays. C'est cette politique qui a supprimé plus de 110 000 lits dans les hôpitaux au cours des 20 dernières années. Ainsi c'est cette politique d'austérité, poursuivie dans notre ministère et dans tous les services publics, et en particulier à l'hôpital, qui met particulièrement en danger les salariés et les citoyens de ce pays. C'est cette politique qui a supprimé plus de 110 000 lits dans les hôpitaux au cours des 20 dernières années. C'est cette politique éducative qui risque d'obérer le futur des générations actuelles de collégiens et de lycéens de notre académie. Le soi-disant lapsus de la porte parole du gouvernement mercredi à l'issue du conseil des ministres illustre malheureusement bien le mépris de nos gouvernants à l'égard des personnels enseignants et n'a fait qu'attiser leur colère. Elle voudrait nous occuper à cueillir des fraises mais sachez Madame la Rectrice que cette période de confinement aura fait saisir à une frange de la population combien la pédagogie est un métier, beaucoup de parents auront compris le dévouement et l'inventivité des enseignant-es pour venir en aide aux familles.

Cessons cette dualité entre les promesses et la communication d'une part, les actes et la réalité du terrain d'autre part.